



UNION PAYSANNE le journal

Pour faire changement!

Numéro 15 - février 2008

100 million\$

L'Union paysanne s'est amusée à calculer, à partir des rapports financiers de 2003 des différentes fédérations de l'UPA, les prélevés des différents plans conjoints en agriculture. Tenez-vous bien : avec quelques rapports manquants, nous arrivons tout de même à la modique somme de 100 millions de dollars!

Benoît Girouard, porte-parole de l'Union paysanne

Donc, afin de gérer l'abandon du contrôle public

le beau système des plans conjoints qui, rappelons-le, n'ont pas empêché la chute de revenu des agriculteurs, les fédérations ont fait une ponction de 100 millions de dollars dans les poches des agriculteurs.

En principe, la mise en marché d'une denrée agricole comme le lait, le lapin ou le sirop est régie par des lois. La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) est l'instance publique de contrôle et de surveillance, alors que la gestion des différents plans conjoints est confiée à des offices de producteurs. Donc, théoriquement, une loi est votée et l'office de producteurs doit être le site de négociation pour l'application d'un plan conjoint. Cet office pourrait entendre différents points de vue.

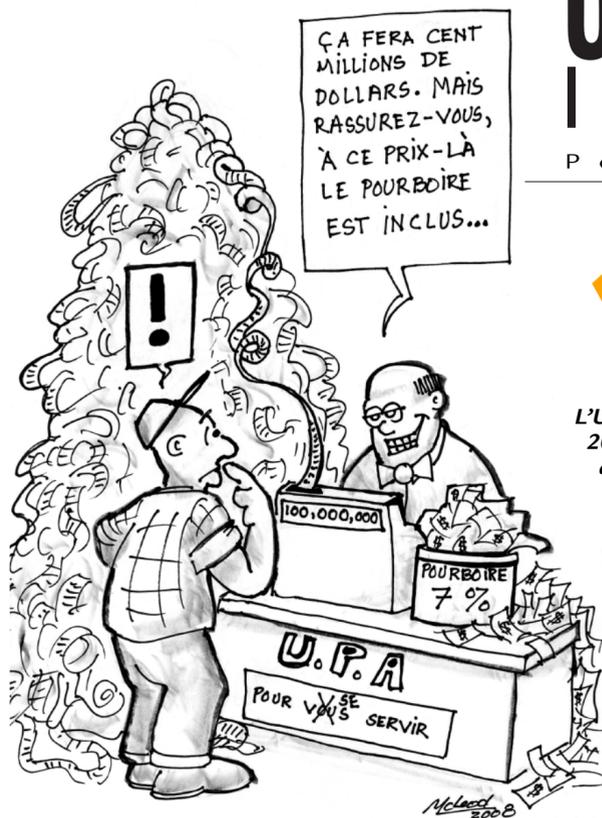
Dans la pratique, en raison du monopole accordé à l'UPA, il y a une confusion totale entre les rôles de la Régie, des offices et des fédérations ou syndicats de l'UPA.

Par exemple, lorsqu'on demande à la Régie l'interprétation légale des lois de mise en marché, elle nous réfère directement à l'UPA. La Régie avoue même que « les décisions qui peuvent être prises par le conseil d'administration de l'office peuvent être prises par les administrateurs du syndicat ». Et tant pis si les fédérations de l'UPA ne répondent pas. Quel recours y a-t-il alors?

Tout augmente

Dans le contexte de la crise actuelle, le fardeau des agriculteurs ne fait qu'augmenter. L'UPA et ses fédérations, qui auraient pu lâcher du lest, n'ont pas arrêté de faire augmenter les prélevés afin de répondre à leur propre crise de revenu. Le calcul est simple : vous avez de moins en moins d'agriculteurs cotisants pour remplir les coffres; il est donc nécessaire de faire augmenter leur fardeau afin de payer la facture.

Seront-ils capables de supporter cela bien longtemps? ☀



De ce montant, un pourcentage va à l'UPA, se chiffrant en 2003 à environ 7 millions de dollars. Le pourquoi de ce pourcentage? Afin semble-t-il de défendre notre intérêt. Ce montant s'apparente beaucoup plus à une taxe sur la production des denrées agricoles.

Le rôle d'un syndicat n'est pas de se financer sur le commerce de ses membres. Le rôle d'un syndicat est au contraire de fournir de l'aide à ses membres devant des acheteurs trop voraces, et non pas de devenir l'acheteur trop vorace. Le rôle d'un syndicat est de fournir une assistance juridique en cas de litige et non pas de prendre l'argent du membre pour le poursuivre.

Les Européens définissent cette situation de conflit d'intérêt comme étant de la cogestion. C'est en gros la situation où le syndicat sort de son rôle et se met à contrôler des secteurs qui relèvent de l'État (comme l'inspection ou le financement public) ou du secteur privé (comme la mise en marché). Lorsque le syndicat se mêle de tout, il devient aussi juge et partie en cas de conflit avec un membre; demandez-le à ceux que l'UPA a poursuivis devant la Régie des marchés et qui ont dû se payer une défense à leurs frais. C'est la mort du syndicalisme.

Dans ce numéro

Éditorial

- 100 millions\$ de prélevés 1
- La poursuite du combat 2

Actualité

- Septième congrès de l'Union paysanne
Les agriculteurs prennent leur place 2
- Maxime Laplante nous quitte..... 3
- Le départ d'une grande militante 4

Sondage

- Les résultats du questionnaire en regard de la CAAAQ 4

Paysannerie du monde

- Conférence de Bali : Environnement ou agrobusiness? 6
- Diversité des races et souveraineté alimentaire 7

- Actualités 8



Photo: ECOtierre

La poursuite du combat

Benoît Girouard, porte-parole de l'Union paysanne

et le droit à l'erreur, ce qui fut salubre dans les moments difficiles. Maxime a eu la sagesse d'exercer un leadership partagé depuis son accession à la présidence de l'Union paysanne, permettant ainsi à d'autres de maîtriser les rouages de l'organisme et les combats qu'il mène. Mais toutes ces considérations se retrouvent désormais à l'arrière, du fait que Maxime... est un ami.

présidents passés et présents, mais bel et bien l'addition des petits rêves de tous ceux et celles qui ont voulu et veulent encore vivre en lien avec la terre. Le mode de vie paysan que nous défendons n'est pas tourné vers le passé de façon nostalgique mais il cherche plutôt à construire le futur.

Tandis que nos adversaires regardent disparaître avec fatalisme les fermes du Québec, l'Union paysanne propose le rétablissement de 50 000 fermes d'ici 20 ans en changeant de façon fondamentale nos politiques agricoles. **Pour ce faire, le gouvernement devra agir dans l'intérêt public et en priorité, abolir le monopole**

syndical. Il est fini le temps, justement, de s'apitoyer sur le passé glorieux de nos campagnes; il faut désormais construire l'avenir de notre ruralité par devoir pour les jeunes et le bien-être global de notre population.

L'Union paysanne a fait ses devoirs, reste aux politiciens à faire les leurs. 

Je ne pouvais penser à un autre titre que celui-ci. À la suite du départ de Maxime Laplante à titre de président de l'Union paysanne lors du Congrès de novembre (voir sa lettre de départ en page 3) notre mouvement fermait une première boucle de sa petite histoire, soit le départ de ses deux fondateurs: Roméo Bouchard en 2005 et Maxime Laplante en 2007.

Le militantisme pur, sans salaire, sans reconnaissance et avec en prime quelques coups sur la gueule laisse des traces et demande une dose de courage et d'engagement peu commune de la part de ceux et celles qui s'y investissent. Nous pouvons reconnaître cela en Maxime. Il faut aussi tout suite reconnaître à sa femme, Geisa, de l'avoir appuyé et soutenu dans ce qui s'avérait parfois... une vraie galère. L'implication dans la vie publique a d'énormes répercussions dans la vie privée et à ce titre, les conjoints et conjointes en retrait doivent susciter notre admiration.

Le Conseil de coordination perd en Maxime une personne qui a le don de travailler en équipe et de donner confiance aux recrues. Sa connaissance des dossiers a fait très mal paraître plusieurs de ceux qui ont voulu l'affronter dans des débats... Mais ce n'est rien en comparaison de sa contribution aux débats de fond en agriculture au Québec. En ce sens, les suivants devront s'exercer à en suivre l'exemple.

À titre personnel, je peux témoigner aujourd'hui avoir eu en lui un *coreligionnaire* sans pareil avec qui échanger, discuter et livrer bataille. Notre relation était et demeure basée sur la confiance

Je ne parlerai pas plus longuement de Maxime au passé car je sais qu'il restera présent pour le mouvement, comme membre et pour certaines missions spéciales. En ce sens, l'expression habituelle des *grands souliers à chausser* n'est pas appropriée, puisqu'il nous laisse un chemin défriché.

L'Union paysanne relève d'un rêve collectif de voir notre agriculture libérée d'un joug qui l'a vidée de sa substance. En ce sens, elle n'est pas la somme de ses

Septième Congrès de l'Union paysanne Les agriculteurs prennent leur place

Le 26 novembre dernier, l'Union paysanne tenait son septième Congrès à Saint-Jérôme dans les Laurentides sous le thème De la solidarité paysanne à la souveraineté alimentaire.

Une fois de plus, les membres ont pu prendre conscience de tout le chemin parcouru par l'organisation

depuis sa fondation en 2001. Benoît Girouard, porte-parole de l'organisation, a témoigné que l'année 2007 a été l'une des plus fastes pour le mouvement en termes de visibilité médiatique et dresse la table pour 2008. **Parfois certains membres nous disent: «Ah! il me semble qu'on vous voit moins dans les médias». Mais lorsqu'à la fin de l'exercice, on compile les activités réalisées, nous sommes toujours surpris et cette année n'y échappe pas.**

L'ambiance était à la joie avec plus d'une quarantaine de personnes présentes dans la bâtisse des Jésuites. Des fidèles étaient au rendez-vous, mais aussi de nouveaux visages qui semblaient prêts à s'impliquer.

Évidemment, ce congrès marquait en tout premier lieu le départ de Maxime Laplante de la présidence du mouvement. Certains l'imaginaient se retirer dans ses terres de Lotbinière pour savourer un repos bien mérité; il prendra un certain retrait de la vie publique, pour mieux se consacrer à sa famille, sa ferme et son travail d'enseignant. Il a assuré le nouveau Conseil de coordination de sa dispo-

bilité, au cas où... sous l'œil observateur de sa femme, Geisa!

Le nouveau Conseil de coordination fait suite à ce qui a teinté l'ensemble du congrès, c'est-à-dire des modifications à la structure de l'Union paysanne et la poursuite des objectifs du mouvement par des actions concrètes. La structure devient plus collégiale et efficace par la création de Comités-conseil - qui se grefferont au Conseil national - et par le Conseil de coordination qui passe à 11 postes. Également, ce qui se vivait dans le quotidien depuis presque 2 ans est devenu réalité par le remplacement de la présidence et de la vice-présidence par deux postes de porte-paroles officiels du mouvement.

Fait à souligner, les agriculteurs et agricultrices se sont retrouvés pour la première fois en majorité au congrès, confirmant qu'ils n'en peuvent plus du joug que leur fait porter l'Union des producteurs agricoles et qu'ils sont déterminés à s'investir avec les citoyens afin de créer un espace destiné à la paysannerie et à briser le monopole syndical de l'UPA. D'ailleurs, le nouveau Conseil 



Photo: Jacques Legros

Une cinquantaine de passionnés s'étaient donné rendez-vous à Saint-Jérôme en novembre 2007. Parce que si on veut que ça change, il faut y voir ensemble!



de coordination de l'Union paysanne de 11 sièges reflète cette réalité puisque 8 agriculteurs et agricultrices y siègent désormais (voir encadré en page 2).

Tous les congrès de l'Union paysanne se terminent par la mise en œuvre de projets d'action et cette année n'y échappe pas. La première action concrète nous provient de Karen Rothschild qui se dévoue à la paysannerie internationale et qui a sensibilisé les personnes présentes aux misères des paysans de la région de Tabasco au Mexique. Le chapeau qui a été passé est revenu avec la somme de 210\$ qui sera envoyée aux dirigeants paysans là-bas.



Photo: Union paysanne

Avec le départ de Maxime, nous ne pouvons passer sous silence un autre départ, celui d'une femme remarquable: Véronique Côté.

Depuis maintenant 3 ans et particulièrement depuis la dernière année, elle s'est employée à consolider le secrétariat de l'Union paysanne et à améliorer le suivi de nos dossiers. Ses qualités de meneuse, son souci des autres et de la cause des femmes paysannes nous feront regretter son absence. C'est elle qui a représenté l'Union paysanne au Mali dans le dossier de la souveraineté alimentaire et qui s'est employée avec Karen Rothschild à établir des liens avec la Via Campesina.

Elle se consacrera dans l'année qui vient à l'enseignement de l'horticulture et à sa petite famille. Sa militance ne la tiendra pas trop loin de l'Union paysanne, ce qui nous rend déjà un peu moins tristes... **Merci Véro!**

...et de la relève!

L'Union paysanne accueille son nouveau secrétaire en la personne de Benoît Messier de Saint-Hyacinthe. Outre sa formation de Technicien en production horticole et environnement à l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) de Saint-Hyacinthe, ce dernier possède aussi des diplômes en sciences humaines, naturopathie et massothérapie. Par le passé, il a notamment œuvré en tant que travailleur agricole en France, gérant de magasin d'aliments naturels et dernièrement comme technicien en recherche et développement au Centre de recherche Cérom à Saint-Mathieu de Belœil.

Passionné d'environnement, notre nouveau secrétaire permanent se dit « conscient et informé de l'importance de changer le monopole syndical agricole actuel ». Il continuera le travail porté jusqu'à maintenant (et avec brio) par Véronique Côté au secrétariat, dossiers qu'ils sont actuellement à transférer. Le siège social de l'Union paysanne restera donc à Saint-Hyacinthe!

Au nom du Conseil de coordination et de toute l'Union paysanne, nous lui souhaitons la bienvenue parmi nous et surtout beaucoup de courage, à la hauteur du potentiel que représente l'Union paysanne. 

Maxime Laplante nous quitte

Paysans et paysannes,

Après en avoir discuté avec le conseil national en septembre dernier, je vous annonce que mon poste de président sera libre à l'occasion du Congrès annuel, à la fin novembre. Partagé entre l'Union paysanne, la ferme, la famille de cinq enfants et mon emploi d'enseignant, je dois faire des choix, après six ans à l'Union paysanne, et auparavant à Sauver les campagnes, en plus de mon engagement en tant que conseiller municipal.

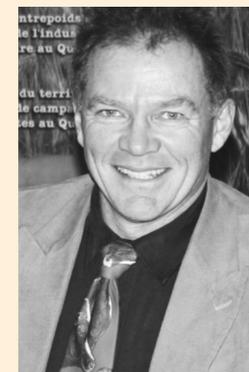


Photo: Jacques Legros

Fatigué? Pas le moins du monde. Au contraire, je suis quotidiennement encouragé par le rôle et l'impact de l'Union paysanne. Le Québec agricole a changé et la paysannerie se fait connaître du grand public. L'Union paysanne a su amorcer le débat sur plusieurs grands enjeux agricoles comme l'industrie porcine, l'avenir de l'agriculture, la souveraineté alimentaire, les plans conjoints et la gestion de l'offre.

Si je quitte ma fonction de président, c'est uniquement pour être plus près de ma famille et de ma ferme. Je suis fier de mes enfants et heureux de leur avoir fait découvrir l'engagement citoyen. Ils sont à un âge merveilleux et je tiens à en être témoin actif.

J'ai découvert avec l'Union paysanne, au-delà de l'agriculture, un univers de gens engagés, volontaires, inventifs. Des gens qui ne se contentent pas d'une existence par procuration, qui veulent prendre une part active dans leur avenir, dans leur communauté, qui ont le courage de leurs convictions, ouverts à une remise en question des croyances de la société. Des artisans qui se sont levés, qui n'acceptent pas le modèle imposé par l'industrie agroalimentaire. Des paysans.

Après plus de six ans d'existence, l'Union paysanne a fait la preuve de sa crédibilité. Malheureusement, ses prédictions en matière d'agriculture se sont avérées justes. Avec et autour de l'équipe de coordination et des membres en région, une vision moderne et critique de l'agriculture s'est développée. Les gens en place ont acquis une expertise certaine dans les domaines de la production biologique, de la gestion de l'offre et des plans conjoints, de la souveraineté alimentaire, de la biodiversité, de la solidarité internationale avec Via Campesina, etc. Tout ce travail porte ses fruits et je suis plus que confiant dans l'équipe en place. À tous ces gens, je dis merci. Il me fera évidemment toujours plaisir de donner un coup de main mais c'est pour moi l'occasion de me recentrer sur ma famille. Et c'est aussi pour l'Union paysanne l'occasion de poursuivre son évolution au-delà de la phase fondatrice. Bien sûr, elle aura besoin de vous pour grandir.

Maxime Laplante

Le Conseil de coordination 2008 de l'Union paysanne :

Porte-paroles officiels

Benoît Girouard (paysan, lapin et foresterie)
Jacques Legros (paysan, oie et canard)

Secrétaire général

Frédéric Sauriol (paysan biologique, ASC)

Trésorière

Catherine Valton (paysanne biologique, maraîcher)

Administrateurs / administratrices

Simon Audette (agriculteur biologique, grande culture)

Sylvie Deschênes (paysanne, maraîcher)

Anne Mareschal (paysanne biologique, viandes)

Marc-Antoine Minville

(étudiant et relève agricole en démarrage)

Louise Ranger (citoyenne)

Karen Rothschild (citoyenne)



Photo: Union paysanne

L'Union paysanne  le journal...
Pour faire changement!

Éditeur: Union paysanne
CP 515, succ. Bureau chef, Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 7B8
450.252.7692 • Courriel: paysanne@unionpaysanne.com
Fax: 450.252.9404 • Internet: www.unionpaysanne.com

Rédacteur en chef: Marc-Antoine Minville
Caricaturiste: Pierre McLeod • pmcleod@videotron.ca
Graphisme: Éliane Vincent, Studios Sigma • sigma@videotron.ca

Impression et distribution: Impression Alliance 9000

Ont collaboré à ce numéro: André Auclair, Denis Dufresne, Benoît Girouard, Maxime Laplante et Jacques Legros

Questionnaire

en regard de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec

Les résultats

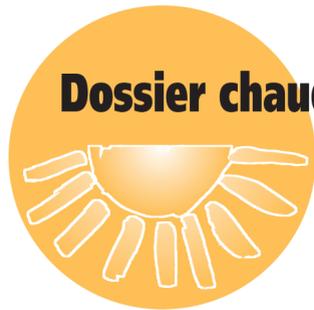
Dans le précédent numéro d'avril et sur son site web, l'Union paysanne avait inséré un sondage ambitieux d'une vingtaine de questions sur l'agriculture et l'alimentation. Ce sondage avait pour but d'éclairer la réflexion du mouvement sur le genre d'agriculture à privilégier.

Nos inquiétudes étaient nombreuses, à commencer par la participation en elle-même au questionnaire car un document aussi volumineux a par essence l'habitude de décourager bien des gens. Notre surprise fut complète en réalisant que 556 personnes l'avaient complété en entier.

Sans en faire une analyse poussée, les résultats de ce sondage parlent d'eux-mêmes : **le modèle paysan est l'option choisie par une majorité des répondants comme étant le modèle d'avenir.** Nous communiquons à la Commission (CAAAQ) les résultats du questionnaire ainsi que vos textes.

Merci à tous les répondants et bonne lecture!

Le Conseil de coordination de l'Union paysanne



Dossier chaud ce printemps!

Surveillez du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) sur www.unionpaysanne.com

Méthodologie

L'Union paysanne a reçu 556 questionnaires remplis. De ce nombre, 155 répondants (28%) étaient membres de l'Union paysanne et 401 (72%) ne l'étaient pas. 225 (40%) étaient des hommes et 331 (60%) des femmes.

Les producteurs agricoles (126) représentaient 23% des répondants alors que 77% étaient des citoyens consommateurs (430).

Les 5 tranches d'âge déterminées par le questionnaire étaient réparties de la façon suivante :

18 à 24 ans	52	(9%)
25 à 34 ans	123	(22%)
35 à 44 ans	98	(18%)
45 à 54 ans	142	(26%)
55 ans et plus	141	(25%)

Pour toutes les questions, le premier chiffre représente le nombre de réponses et le deuxième son équivalent en pourcentage des questionnaires reçus. Le fait que plusieurs questions aient été plus d'une réponse explique que le total excède parfois 100%. Aucun des répondants n'a jamais coché la case « Aucune de ces réponses ».

1. Selon vous, lequel des moyens suivants serait le plus susceptible de favoriser la relève agricole? (Cochez un maximum de trois réponses.)

L'attribution de quotas gratuits	132	24%
La reconnaissance de l'expertise acquise sans formation académique	188	34%
L'attribution de terres	186	33%
Des formations dispensées en région	166	30%
L'attribution de subventions	167	30%
La reconnaissance de l'agriculture à temps partiel	202	36%

2. Selon vous, en fonction de quel(s) critère(s) les subventions à l'agriculture devraient-elles être attribuées? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

Le volume de production et la taille de la ferme, en soutenant prioritairement les plus grosses fermes.	7	1%
Le volume de production et la taille de la ferme, en soutenant prioritairement les plus petites fermes.	182	33%
Le type de production, en favorisant les fermes spécialisées	40	7%
Le type de production, en favorisant les fermes diversifiées	205	37%
Le type de production, en favorisant les fermes biologiques	297	53%
Le type de production, en favorisant les produits du terroir	230	41%
L'apport de la ferme à la communauté	264	47%
La protection de l'environnement	311	56%

3. Croyez-vous que l'Union paysanne devrait être accréditée comme syndicat afin de pouvoir représenter les agriculteurs québécois?

Tout à fait d'accord	312	56%
Plutôt d'accord	195	35%
Plutôt en désaccord	43	8%
Totalement en désaccord	6	1%

4. Selon vous, quel est le principal objectif que devrait viser la politique agricole du Québec, dans une optique de développement durable? (Cochez un max de trois réponses)

Assurer à tous les Québécois l'accès à des aliments sains et nutritifs produits au Québec.	511	92%
Assurer aux producteurs agricoles un revenu juste et équitable.	271	49%
Soutenir les productions de créneaux et à valeur ajoutée qui peuvent distinguer l'agriculture québécoise.	118	21%
Faire du secteur agroalimentaire un moteur de l'économie québécoise.	155	28%
Conquérir les marchés mondiaux grâce à des volumes importants de production et les prix les plus bas possible.	9	2%
Permettre l'occupation du territoire par des agriculteurs de tous les âges, et des fermes de toutes les tailles pratiquant différentes formes d'agriculture et produisant des produits diversifiés.	241	43%
Développer une agriculture axée sur la souveraineté alimentaire du Québec, donc indépendante des traités de libre-échange et des multinationales de l'agroindustrie.	432	78%
Soutenir une agriculture de masse afin de produire des aliments au plus bas prix.	19	3%

5. Selon vous, quels éléments parmi les suivants devraient être inclus dans une définition de la ferme paysanne? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

La superficie restreinte de la terre cultivée	101	18%
La possibilité de transmettre la ferme à la relève	402	72%
L'importance du volume de production et du revenu généré	34	6%
La mise en marché principalement locale ou régionale	489	88%
Une production diversifiée	511	92%
La préoccupation de nourrir d'abord la famille paysanne avec la production de la ferme	189	34%
La possibilité de faire de l'agriculture à temps partiel ou à temps plein	399	72%
Une agriculture biologique ou sans intrants chimiques (pesticides, engrais, etc.)	347	62%

6. Si le gouvernement révisait la loi définissant le statut de producteur agricole, quels éléments parmi les suivants faudrait-il y inclure, selon vous? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

Les fermes qui génèrent annuellement moins de 5000\$ de ventes agricoles	178	32%
L'agriculture à temps partiel	435	78%
Les fermes qui produisent pour une valeur supérieure à 5000\$, sans obligatoirement en faire la vente?	386	69%
L'établissement progressif en agriculture	401	72%
Les fermes autosuffisantes (qui produisent d'abord pour les besoins de la famille)	191	34%

7. Seriez-vous d'accord avec l'idée qu'un agriculteur, au-delà d'un certain revenu annuel, ne reçoive plus de soutien financier de l'État?

Tout à fait d'accord	377	68%
Plutôt d'accord	136	24%
Plutôt en désaccord	26	5%
Totalement en désaccord	17	3%

8. Croyez-vous qu'il faudrait mettre en place des mécanismes légaux (ex. référendum) afin de permettre aux citoyens, qu'ils soient agriculteurs ou non, de prendre part pleinement aux décisions concernant l'agriculture, aussi bien aux niveaux local et régional que national?

Tout à fait d'accord	290	52%
Plutôt d'accord	134	24%
Plutôt en désaccord	74	13%
Totalement en désaccord	58	10%

9. Selon vous, quel est le principal obstacle au développement de l'achat local des produits agricoles? (Cochez un maximum de trois réponses.)

La concentration du système de distribution alimentaire	509	92%
L'absence de transformation alimentaire en région	245	44%
Le manque de marchés publics	311	56%
Les plans conjoints qui régissent la gestion de l'offre pour certaines productions	456	82%

10. Selon vous, quel type d'agriculture favorise davantage le développement des régions? (Cochez un maximum de trois réponses.)

Les petites fermes qui font la transformation artisanale de leurs produits du terroir	508	91%
Les fermes paysannes à productions diversifiées	432	78%
Les fermes familiales conventionnelles	151	27%
Les élevages industriels d'animaux	34	6%
Les fermes qui pratiquent l'agriculture soutenue par la communauté (ASC)	503	90%
Les fermes biologiques	276	50%
Un autre élément	0	0%

11. Selon vous, quand on parle d'agriculture durable, il s'agit d'une agriculture incluant quels éléments parmi les suivants? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

Le recours à des pratiques agricoles qui respectent l'environnement naturel	545	98%
L'intégration de l'agriculture à la communauté locale et régionale	468	84%
Une agriculture visant à produire suffisamment pour nourrir le monde entier	46	8%
L'accessibilité des fermes pour la relève	401	72%
L'agriculture biologique	478	86%
Une production agricole principalement destinée au marché local	323	58%
L'assurance, pour les producteurs, d'obtenir un revenu juste et équitable	477	86%
Une agriculture non basée sur le recours à des intrants chimiques industriels	443	80%

12. À quels groupes, personnes ou organisations faites-vous le plus confiance pour assurer la sécurité (hygiène, salubrité, qualité, etc.) des aliments que vous consommez? (Cochez seulement trois réponses.)

L'industrie agroalimentaire	24	4%
Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS)	41	7%
Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)	156	28%
Les grandes chaînes alimentaires	4	1%
L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)	224	40%
Santé Canada	143	26%
Agriculture et Agroalimentaire Canada	29	5%
Les agriculteurs en général	151	27%
Votre fermier de famille (agriculture soutenue par la communauté)	499	90%
Les producteurs biologiques	524	94%
Les vétérinaires	25	4%
Votre épicerie de quartier ou de village	98	18%

13. Parmi les moyens suivants, quels sont ceux auxquels vous faites le plus confiance pour assurer la qualité des aliments que vous consommez? (Cochez seulement trois réponses.)

La certification des produits	396	71%
Les normes et réglementations imposées par le gouvernement	58	10%
Les pratiques agricoles de la ferme	360	65%
L'inspection des aliments	85	15%
L'étiquetage des aliments	199	36%
Les liens directs entre les producteurs et les consommateurs	468	84%

14. À votre avis, parmi les possibilités suivantes, quels sont les trois moyens qui peuvent le mieux prévenir les problèmes de santé animale comme la grippe aviaire, le coronavirus porcine et la vache folle? (Cochez seulement trois réponses.)

Confiner les animaux d'élevage à l'intérieur pour éviter les contacts avec les animaux sauvages.	9	2%
Éliminer l'administration préventive d'antibiotiques aux animaux d'élevage.	153	28%
Réduire la taille des troupeaux et des fermes.	377	68%
Concentrer les abattoirs à l'échelle provinciale.	4	1%
Favoriser la diversité génétique.	171	31%

Développer davantage les mesures réglementaires et coercitives (par exemple, traçabilité des animaux de la ferme à la table, inspection des fermes, dénonciation des producteurs contrevenants, etc.)

Augmenter les mesures d'hygiène dans les milieux d'élevage pour éviter la contamination : (port de bottes et vêtement désinfectés, éviter les visiteurs, etc.)	45	8%
Permettre aux animaux d'élevage d'aller à l'extérieur pour qu'ils développent leurs défenses immunitaires.	415	75%
Administrer de façon préventive des antibiotiques aux animaux d'élevage.	4	1%
Concentrer davantage les troupeaux et les fermes.	3	1%
Multiplier les petits abattoirs régionaux.	49	9%
Poursuivre la sélection génétique d'animaux plus performants.	6	1%

Empêcher la vente de moulés contenant des farines carnées et d'autres ingrédients (ex. grains OGM) ou suppléments aux effets à long terme inconnus.

15. Quel est, selon vous, le meilleur moyen pour les citoyens-consommateurs de contribuer à rendre plus durable le système agroalimentaire québécois? (Cochez un maximum de trois réponses.)

Acheter prioritairement des aliments biologiques.	389	70%
Acheter prioritairement des aliments produits localement.	541	97%
Acheter ses aliments dans des grandes chaînes en fonction du prix le moins cher, sans se soucier de leur origine géographique ou de leur mode de production.	6	1%
Cultiver son propre jardin potager.	67	12%
Acheter des aliments importés équitables.	34	6%
Devenir partenaire d'une ferme pratiquant l'agriculture soutenue par la communauté.	447	80%
Éviter d'acheter des aliments transformés produits industriellement.	237	43%
Participer aux consultations publiques abordant ces questions, comme celles de la CAAAQ.	202	36%

16. Quel serait, selon vous, le moyen le plus efficace d'éliminer l'insécurité alimentaire que vit 13% de la population québécoise et la faim que connaissent plus de 800 millions d'humains sur la planète? (Cochez un maximum de trois réponses.)

Augmenter les subventions versées aux banques alimentaires et aux organismes d'aide alimentaire.	58	10%
Mieux distribuer les surplus du système agroalimentaire (fermes, épiceries, etc.)	456	82%
Éliminer la pauvreté.	154	28%
Accélérer l'industrialisation de l'agriculture.	7	1%
Miser sur les OGM.	13	2%
Faire travailler sur les fermes les personnes connaissant l'insécurité alimentaire ou la faim, en échange de nourriture et formation.	178	32%
Développer des systèmes agroalimentaires durables, basés sur l'échelle locale.	503	90%

17. Selon vous, quels moyens, parmi les suivants, seraient les plus efficaces pour réduire les problèmes de santé liés à l'alimentation tels l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, etc. (Cochez un maximum de trois réponses.)

L'étiquetage plus complet des produits.	73	13%
Une campagne nationale de sensibilisation à l'alimentation saine.	92	17%
L'apprentissage d'aptitudes culinaires à l'école.	356	64%
L'interdiction de la vente de fast-food dans les écoles.	211	38%
Une surtaxe sur les aliments nocifs pour la santé.	166	30%
L'approvisionnement des services d'alimentation institutionnels en produits frais et locaux.	302	54%
Le retour à une alimentation fondée sur les produits de base (peu transformés).	416	75%
Interdiction totale de l'utilisation de gras trans dans les aliments.	57	10%

18. Seriez-vous d'accord pour que les subventions versées à chaque entreprise agricole soient rendues publiques?

Tout à fait d'accord	340	61%
Plutôt d'accord	124	22%
Plutôt en désaccord	66	12%
Totalement en désaccord	26	5%

19. Seriez-vous en faveur qu'une loi oblige l'étiquetage des aliments contenant des OGM?

Tout à fait d'accord	505	91%
Plutôt d'accord	26	5%
Plutôt en désaccord	14	3%
Totalement en désaccord	11	2%



Élu porte-parole de l'Union paysanne au congrès de novembre dernier, Jacques Legros s'était également vu confier avec sa conjointe Lise Marcotte le mandat de représentation canadienne pour la rencontre parallèle de la conférence de Bali de l'Organisation des Nations Unies sur les changements climatiques. Il nous livre ici ses premiers commentaires sur l'événement et nous révèle... la face cachée de Bali.



Lise Marcotte a profité de ses multiples activités à Bali pour se faire de nouveaux amis. Ne serait-ce pas cela, la véritable mondialisation des humains?

Conférence de Bali Environnement ou agrobusiness?

Jacques Legros, Porte-parole de l'Union paysanne

La rencontre parallèle qui se tenait sous le thème « Le village de solidarité pour une planète fraîche » regroupait des délégués internationaux œuvrant dans plusieurs secteurs d'activités : organisations humanitaires, de femmes, de défense des droits humains; organisations de pêcheurs, d'artisans et bien sûr des organisations paysannes internationales telles que la Via Campesina (VC) et l'Union des paysans Indonésiens (SPI). Ce fut une occasion extraordinaire pour les participants d'être informés sur les impacts des changements climatiques pour les populations, les paysans ou propriétaires de petites fermes familiales.

Cet exercice de solidarité internationale, avec des représentants du peuple et des victimes des politiques gouvernementales et des pratiques industrielles, a mis en évidence l'importance d'une action rapide et concertée des populations de tous les pays. La conférence de Bali fut, à mes yeux, une autre démonstration où la voix des experts et des savants, tentant de convaincre la population mondiale de l'urgence d'une action rapide de la part de tous les pays du monde, a été assourdie par celle de cette nouvelle forme de business de l'environnement : les agrocarburants et le marché du carbone. Comme nous le savons déjà, les pays industrialisés, dont les États-Unis et le Canada, n'entendent pas suivre les efforts internationaux pour diminuer de façon suffisante leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le mirage de l'éthanol

Le gouvernement canadien annonçait récemment l'investissement de plus de 1,5 milliards de dollars pour le développement des agrocarburants au pays et mettait de l'avant sa politique pour amener à 5% la quantité d'éthanol obligatoire dans l'essence. Pourtant, on sait déjà que la production

d'éthanol est rejetée par les experts comme solution puisqu'elle exige autant d'énergie que ce qu'elle fait économiser en pétrole brut; sans compter qu'un litre d'éthanol demande environ 4 litres d'eau pour le produire.

L'utilisation de nos terres agricoles pour la production de maïs, à partir duquel on fabrique l'éthanol, amènera comme premières conséquences visibles une augmentation de la pollution agricole reliée aux cultures de grandes surfaces (pour produire du pétrole et non de la nourriture) et une augmentation des coûts de la nourriture à base de grains (maïs et autres) puisque l'utilisation de nos terres pour produire des agrocarburants exercera notamment une pression sur les coûts des autres grains de consommation. Par voie de conséquence, les coûts des grains et de la moulée pour les animaux augmenteront également, ce qui fera aussi grimper les coûts du panier d'épicerie des familles.

Si, pour les populations des pays riches, les inconvénients visibles à court terme sont surtout économiques, il n'en demeure pas moins que nombre de personnes des pays pauvres souffriront et mourront du fait que les terres utilisées par le passé pour produire de la nourriture serviront dorénavant à la production de carburants. Les exemples abondent où l'industrie fait ses choux gras du réchauffement climatique. Par exemple, les forestières coupent en Indonésie à elles seules environ 2 millions d'hectares de forêt par année, principalement afin d'utiliser ensuite les surfaces déboisées pour les productions d'agrocarburants. L'huile de palme qui était utilisée comme huile de cuisson par la population servira dorénavant à faire avancer les voitures. Les compagnies multinationales, avec la complicité des gouvernements locaux, se sont lancées dans une course effrénée à la déforestation et à l'utilisation de l'agricul-

ture pour produire des combustibles... avec de la nourriture.

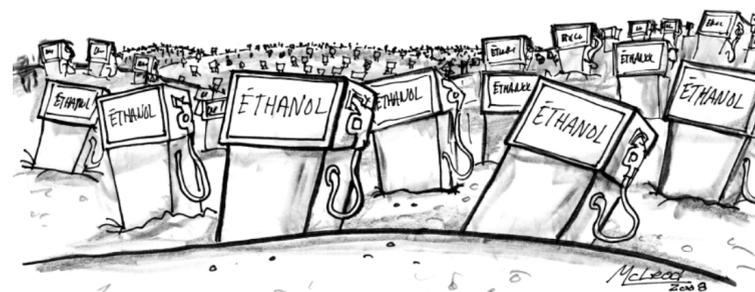
Indispensable mobilisation

En tant que citoyens, nous ne pouvons plus continuer à être complices de ce « crime contre l'humanité ». Une mobilisation des citoyens s'impose et une prise de conscience importante sur l'urgence de modifier nos habitudes de consommation devient impérative. Actuellement, une quantité appréciable et significative des gaz polluants provient du transport des aliments d'une partie du globe à une autre. L'utilisation d'agrocarburants nous oblige à admettre qu'un seul plein d'éthanol provenant du maïs équivaut à une quantité de cette céréale qui pourrait nourrir un adulte pendant une année complète.

Tout comme le réclament les pays non industrialisés, l'atteinte de la souveraineté alimentaire des pays devient la première solution concrète à appliquer afin de freiner la course folle au transport d'aliments et à l'utilisation outrageuse des terres pour produire du combustible et non de la nourriture. De même, les pays industrialisés comme le Canada se doivent de diminuer de façon significative leur consommation en énergie et en pétrole. Plutôt que de chercher à produire davantage de combustibles pour le transport des aliments et des individus, une solution concrète et accessible à tous les citoyens consiste à cesser d'acheter les produits importés (nourriture et autres biens pouvant être produits localement) et à repenser complètement nos habitudes de transports et de consommation d'énergie. Le déve-



À l'heure où les multinationales mettent à (gros) profit la toute nouvelle conscience verte du monde en transformant la nourriture en mirage énergétique, les citoyens se mobilisent pour maintenir des modes de vie sains et un certain équilibre entre la planète et les humains... Environnement vs agrobusiness : un combat inégal?



loppement et l'utilisation massive des transports en commun ou tout simplement

le fait de cesser de se promener seul en véhicule de promenade pourront con-

tribuer de façon notable à la diminution des besoins énergétiques du pays.

Diversité des races et souveraineté alimentaire

Au début de septembre 2007, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) a tenu à Interlaken en Suisse la première Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques. Notre intérêt de longue date pour la défense des races patrimoniales nous a conduits à représenter l'Union paysanne à ce premier rendez-vous.

André Auclair et Denis Dufresne

Cette conférence avait pour but de dresser l'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde et de faire des choix stratégiques et durables pour la gestion future des ressources.

Les éleveurs de 28 pays, venus de tous les continents, du nord et du sud, furent invités à partager leurs points de vue sur la diversité génétique et à témoigner de leurs situations dans un

forum parallèle qui se tenait à Wilderswil.

Le problème majeur en cause était partout le même : la mondialisation des marchés pour les productions animales, ciblée par la FAO comme étant le facteur le plus lourd qui heurte la diversité des races et par là, la souveraineté alimentaire des peuples.

Malgré des différences entre les paysans du sud et ceux du nord, la problématique est au fond la même. Cepen-

dant, une constatation évidente fut que le sud – surtout l'Afrique et les Indes – possède une longueur d'avance pour la mobilisation populaire, comparé aux paysans du nord. Formant des regroupements beaucoup plus nombreux, les paysans du sud présentent des organisations civiles et communautaires mieux structurées, bien équipées, qui se mobilisent beaucoup plus rapidement pour réagir. Elles le démontrent avec force dans leurs interventions pour défendre leurs céréales comme le riz Basmati, mais aussi pour la défense de leur bétail. Animées par une plus grande nécessité d'agir qu'au nord, elles expriment fortement le lien unissant leur survie et celle de leurs animaux avec leur agriculture vivrière.

Quand aux organisations d'éleveurs et de paysans du nord, elles comptent un moins grand nombre d'adhésions, parce que ceux-ci ressentent moins dans l'immédiat la menace qu'occasionne la perte de races. Ils n'ont pas encore bien saisi la nécessité réelle de la conservation de la diversité des races d'animaux domestiques pour assurer à long terme leur souveraineté alimentaire. Certains de leurs adhérents militent pour la conservation, soit par respect du principe de la biodiversité ou souvent comme sympathisants, rarement par nécessité vitale immédiate.

Unis pour la préservation

La conclusion du forum de Wilderswil a donné lieu à



une déclaration commune des éleveurs du monde qui affirme le droit des éleveurs à sauvegarder leurs races d'animaux et à en tirer leur subsistance. Cette déclaration fut lue devant les 108 délégués des pays à la conférence d'Interlaken. Les paysans et paysannes ont réclamé le droit d'être consultés pour toute action politique qui engage l'avenir de leurs élevages et de leurs modes de vie. Ils ont ciblé la mondialisation, le modèle d'agriculture industrielle, la concentration des entreprises nationales ou transnationales, le génie génétique et la biotechnologie, le contrôle du vivant par la technologie et les brevets, ainsi que la transgénèse comme étant les causes évidentes menaçant la souveraineté alimentaire des peuples car ils rendent la base de la génétique animale de plus en plus étroite et font disparaître la diversité des races d'animaux de rente du patrimoine mondial.

Après Interlaken, le monde est invité à prendre part à l'utilisation adéquate de la zoogénétique pour assurer la pérennité d'un approvisionnement alimentaire de qualité.

Le constat est très inquiétant puisqu'au cours de milliers d'années, sur la base d'une

Il devient évident qu'une action s'impose et celle-ci doit venir de la population elle-même. Si nous attendons une action des compagnies internationales qui gouvernent actuellement l'économie de la planète, il est clair que le réchauffement climatique continuera de provoquer des catastrophes environnementales naturelles de plus en plus meurtrières et dévastatrices.

Agissons... 🌱

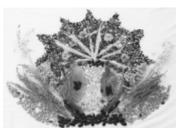
longue tradition de sélection des animaux, de nombreuses races de rente se sont développées à l'échelle planétaire, parfaitement adaptées aux conditions topographiques et climatiques et étroitement liées à la tradition et à la culture du lieu où elles se trouvaient.

L'industrialisation qui a gagné l'agriculture durant les dernières décennies a pour conséquence que cette biodiversité, précieuse aux plans génétique, historique et culturel, est menacée d'extinction. Chaque semaine, deux races de rente disparaissent dans le monde. Selon certaines estimations, pas moins de 1000 races sont disparues de notre planète au cours des 100 dernières années.

Il est à noter que le Canada, le Brésil, les États-Unis et l'Australie furent parmi les participants les plus actifs sur cette scène mais aussi les plus réticents à vouloir signer la déclaration. Ils tenaient à la conservation *in vitro* des génomes par la cryogénie; le monde a compris qu'ils seront parmi les moins actifs à agir efficacement pour la conservation vivante de la diversité des races d'animaux de rente. Nous veillerons! 🌱

Les fêtes des semences sonnent le départ de la saison!

Pour faire son potager ou simplement par plaisir d'embellir son chez-soi, mieux vaut être bien préparé... et avoir de bonnes semences!



Les différentes fêtes des semences sont l'occasion idéale pour obtenir des semences de qualité, directement des producteurs. Ces derniers offrent la plupart du temps des semences à pollinisation libre, non-issues de croisement ou de clonage... On y trouve fréquemment des semences rares, particulières, patrimoniales ou biologiques. Allez y faire un tour pour rencontrer et encourager les paysans et paysannes d'ici!

Pour connaître la date de toutes les fêtes des semences au Canada, visitez le site du Programme semencier du patrimoine Canada : www.semences.ca

EXPO MANGER santé .com
ALIMENTATION - ÉCOLOGIE - SANTÉ

Thème 2008
LA SANTÉ DES ENFANTS ET DE LA FAMILLE

EXPOSANTS • CONFÉRENCES
DÉGUSTATIONS • DÉMOS CULINAIRES

14-15-16 MARS 1^{re} édition
Palais des congrès - Montréal

29-30 MARS 8th édition
Centre des congrès - Québec

Entrée: 10\$ • Vendredi 11 h à 20 h
Samedi 10 h à 18 h • Dimanche 10 h à 17 h

2008

SOUS LA PRÉSIDENTIE D'HONNEUR DE M. ANDRÉ CHAGNON
Président du conseil et chef de la direction de la Fondation Lucie et André Chagnon

VENEZ ENTENDRE ET RENCONTRER NOS PORTE-PAROLE

Hélène Barbeau, M.Sc. nutritionniste
Joël Legendre, Comédien et animateur



Petites annonces

Conférence et séminaire avancé

L'agroécologie – Aménagement écologique de la ferme

avec Miguel Altieri de UC Berkeley
4 au 6 février 2008
Grand auditorium du Cégep de Victoriaville
475 Notre-Dame est, Victoriaville

La conférence de M. Altieri sera suivie de deux jours de formation avancée, les 5 et 6 février 2008, la présence à la conférence est un pré-requis pour le séminaire.

Information : Guylaine Martin, répondante en formation agricole
Téléphone : 819.758.6401 poste 2702
Courriel : martin.guylaine@cgpvicto.qc.ca
Internet : www.formationagricole.com

La Ferme Tourilli cherche la perle rare pour l'hiver 2008

Une fromagère ou un fromager, c'est selon! C'est un job exigeant. Il faut quelqu'un qui sait où il s'en va, bref un bras droit disponible, engagé et rigoureux. Le salaire est honnête et permet de faire vivre une famille.

Description du poste : Sous la direction du propriétaire de la Ferme Tourilli, la fromagère (ou le fromager) aura à le seconder dans les activités opérationnelles et de gestion de la Ferme Tourilli :

- Gérer les opérations relatives à la conduite des différentes étapes de fabrication fromagère
- Effectuer les différentes étapes de confection fromagère

Éric Proulx
1541 rang Notre-Dame
Saint-Raymond-de-Portneuf (Qc) G3L 1M9
www.fermetourilli.com

Recherche dans la région de Québec une ferme où m'impliquer

Depuis plusieurs années, je m'intéresse à l'agriculture biologique, à la permaculture, à l'élevage des animaux et plus. Je songe présentement à m'acheter une terre sur laquelle je pourrais pratiquer les méthodes d'agriculture biologique qui sont en harmonie avec la nature.

J'ai lu beaucoup de choses sur le sujet et je manque encore d'expérience manuelle et pratique sur le terrain. Je recherche quelqu'un qui pratique l'élevage d'animaux de ferme et qui serait prêt à avoir les services d'une bénévole assidue et avide d'apprendre dans la région de Québec.

Marie Francine Godin • 418. 522.8100

Un cours sur les petits élevages biologiques au CFAM

Le Centre de formation agricole de Mirabel (CFAM) offre un cours sur les petits élevages biologiques d'une durée de 18 heures.

Dates : 12, 19 et 26 avril 2008, de 9h à 16h
Coût : 72\$

Le formateur sera Benoît Girouard, éleveur, formateur et président de l'Union biologique paysanne. Les élèves verront entre autres : poule pondeuse, poulet, lapin, canard, oie, pintade, caille. Le cours offrira un aperçu sur les races, les méthodes d'élevage, le logement, l'alimentation, la santé, la production, la mise en marché et bien sûr la certification biologique.

Pour information contactez le CFAM
9850, rue Belle-Rivière, Mirabel (Qc) J7N 2X8
450.434.8150 poste 5741

Union paysanne : un bureau pour l'est du Québec

Membres et ami(e)s sont invités à signifier leur intérêt à participer à une réunion préparatoire pour planifier la tenue d'une importante assemblée de création d'un bureau permanent de l'Union paysanne pour desservir tout l'est du Québec. Le premier projet consiste en la fondation d'un Marché public paysan pour l'Île d'Orléans et ses environs... à suivre!

Information : Jacques Legros ou Lise Marcotte
418.829.9888
augoutdautrefois@videotron.ca

Recherchés

Programmeur	Vétérinaire
Journaliste / recherchiste	Agronome
Traducteur(trice)	Avocat

Paysan(ne)s et citoyen(ne)s engagé(e)s

Vous avez la cause paysanne à cœur? Nous avons besoin de vous!

L'Union paysanne, avec ses multiples projets en cours, bouillonne littéralement et c'est bon signe. Changer les modèles agricoles, ça ne se fait pas tout seul... Que ce soit pour le projet de réseautage producteurs-consommateurs à Montréal, la création de Marchés publics paysans, pour le travail à l'international avec la Via Campesina et autres regroupements, pour la création des comités-conseils ou pour assurer une présence bénévole aux différents événements auxquels l'Union paysanne participe, il ne manque pas de boulot et votre aide sera grandement appréciée! Contactez-nous pour connaître les possibilités.

Marc-Antoine Minville,
responsable des communications
450.960.0606 • fermenterre@hotmail.com
www.unionpaysanne.com

Important

Adhésion à l'Union paysanne...

Sauvez une espèce en voie de disparition : le paysan québécois!

- Sa population diminue année après année.
- Son habitat est en péril à cause du modèle agricole industriel.
- Sa survie est menacée par plusieurs prédateurs, tels que les intégrateurs et les multinationales de l'agroalimentaire.
- De plus, le paysan québécois se bat contre le monopole syndical de l'UPA.

Adhères ou renouvelez votre membership à l'Union Paysanne parce que : « Un paysan c'est bien, mais deux c'est mieux! »

Pour information : 450-252.7692 • www.unionpaysanne.com

